



Les délégués du personnel FSU, SE-UNSA  
SGEN-CFDT, CGT éduc'action, Sud Education  
FNEC-FP-FO, CNT et PAS-UDAS

à

Madame la Rectrice de l'académie de Grenoble

Grenoble, le 14 mai 2019

**Objet : demande d'audience**

Madame la Rectrice,

La concertation sur l'École inclusive lancée en octobre 2018 a conduit à la publication de cinq rapports de restitution.

Le ministère de l'Éducation nationale n'en publie que quatre sur son site, écartant la restitution sur l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap. Celle-ci dressait pourtant le bilan des constats sur la situation actuelle des AESH et proposait des pistes d'amélioration pour ces personnels.

Le projet de loi dit « Pour une École de la confiance », qui s'appuie sur cette concertation pour les questions relatives à l'École inclusive, est en cours d'examen au Sénat.

À l'heure actuelle, à part l'effet d'annonce de la généralisation de contrats CDD de 3 ans à la prochaine rentrée scolaire, nous n'actons aucune avancée significative :

- les contrats AESH demeurent toujours aussi précaires et avec de faibles salaires ;
- les PIALS sont généralisés, sans aucune évaluation de leur expérimentation actuelle et dans un cadre de restriction budgétaire et de suppressions de postes qui ne peut que faire craindre une mutualisation des ressources humaines au détriment de la qualité de l'accompagnement des élèves et des conditions de travail des accompagnant-es.
- aucune réponse n'est apportée à cette heure aux besoins de création d'un véritable statut AESH de la Fonction publique ;
- la possibilité choisie de travailler à temps complet ou à temps partiel et une véritable revalorisation salariale ne sont pas effectives.

Dans le contexte d'une mobilisation nationale pour une reconnaissance du métier d'AESH et une amélioration des conditions de travail et de rémunération de ces personnels, suite aux actions du 15 mai, nous appelons à un rassemblement le jeudi 23 mai à 17h et sollicitons une audience ce jour-là, en fin d'après-midi, pour exposer nos revendications.

Pour l'intersyndicale éducation  
Anne-Marie Guillaume

Catherine Blanc-Lanaute